

Résumé d'évaluation

Programme sectoriel irrigation : irrigation et entrepreneuriat rural dans les régions Ouest, Artibonite et Plateau central

Pays : Haïti

Secteur : Irrigation

Évaluateur : Iram (Cécile Berut, Sylvain Cédât, Philippe Deygout)

Date de l'évaluation : septembre 2019

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CHT3005 et CHT 1044

Montant : 4,5 M€ (Ouest-Artibonite) et 4,3M€ (Plateau central) en subvention

Taux de décaissement : 94%

Signature de la convention de financement : 2008 et 2010

Date d'achèvement : 2013 et 2014

Durée : 6 ans

Contexte

Lancé en 2010, le projet Irrigation et Entrepreneuriat rural s'est inscrit dans la stratégie de réhabilitation des périmètres irrigués et la promotion de l'entrepreneuriat rural du Gouvernement, soucieux de la sécurité alimentaire et de l'emploi rural.

Intervenants et mode opératoire

La maîtrise d'ouvrage a été assurée par la Direction des infrastructures agricoles (DIA) du Ministère de l'agriculture, ressources naturelles et développement rural (MARNDR).

Plusieurs partenaires du Ministère assuraient la maîtrise d'œuvre : AVSF (Agronomes et vétérinaires sans frontières), MPP (Mouvement paysan Papaye), PFI (Petits Frères de l'Incarnation), VETERIMED (ONG Haïtienne spécialisée en santé animale et élevage), FAMV (Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire).



Objectifs

1. Réhabilitation et valorisation des périmètres irrigués dans les départements Ouest-Artibonite
2. Amélioration de la mise en valeur des retenues collinaires du Plateau Central
3. Formation et accompagnement financier de petits entrepreneurs ruraux sur le Plateau Central

Réalisations attendues

1. Pérennisation des infrastructures Ouest-Artibonite:
 - Extension de la surface irrigable (+ 500 ha)
 - Amélioration du recouvrement des redevances
 - Maîtrise d'ouvrage de l'AIPA (association des irrigants de la plaine de l'Arcahaie)
2. Amélioration de la mise en valeur Plateau central :
 - Doublement du nombre d'hectares valorisés (30 → 60 ha)
 - Volume de poisson pêché (+20%)
 - 150 microentreprises créées et au moins 50% des entrepreneurs appuyés gèrent durablement leur entreprise

Appréciation de la performance

Pertinence

Le projet était pertinent dans son objectif global d'augmentation et de sécurisation de la production alimentaire en ciblant prioritairement la valorisation des lacs collinaires et la microentreprise sur le Plateau Central. Il était également pertinent et cohérent de travailler avec des institutions locales présentes dans cette région. En revanche, la pertinence de certains modèles proposés aurait dû être davantage questionnée avant la mise en œuvre (systèmes d'irrigation par pompage, activités économiques risquées et difficilement maîtrisables par les entrepreneurs).

Efficacité

Les objectifs étaient modestes et ont été globalement atteints. 6 lacs collinaires ont été réhabilités ce qui a permis de porter les superficies aménagées pour l'irrigation à 55 ha, soit 92% des 60 ha visés. Cependant seuls 18 ha étaient irrigables effectivement 5 ans après leur aménagement, le résultat au final n'est donc qu'à 30% d'accomplissement à l'issue du projet, et la valorisation des aménagements a manqué de suivi. Concernant le micro entrepreneuriat, 161 personnes ont bénéficié de subventions, de formations et de suivis de leurs entreprises, et 154 d'entre elles ont bénéficié d'un crédit.

Efficiace

Le projet a été efficace dans l'utilisation des ressources pour l'accompagnement à la mise en valeur des lacs (essentiellement par la formation) ainsi que pour l'accompagnement des entrepreneurs ruraux. Les coûts de ces appuis sont globalement dans les standards des actions de ce type.

Impact

Au niveau des lacs collinaires, deux comités de gestion des lacs sur les 6 sont fonctionnels aujourd'hui, et 150 familles ont pu sécuriser leurs superficies irriguées. Par ailleurs, on estime à 85 le nombre d'entrepreneurs qui continuent de mener/développer une activité économique entrepreneuriale, soit plus de la moitié des entrepreneurs accompagnés par le projet, ce qui exprime un réel impact des actions de suivi, conseil et des crédits ruraux au niveau des dynamiques d'entrepreneuriat. On déplore cependant un manque de systématisation des expériences d'entrepreneuriat rural qui aurait notamment pu permettre d'en amplifier l'impact.

Viabilité/durabilité

Faute de prise en compte des aspects fonciers, des capacités techniques et de gestion locales, et de stratégie pour l'entretien et le renouvellement des systèmes de pompage, la viabilité des aménagements opérationnels n'est pas acquise. Par ailleurs seuls 17% des crédits micro entrepreneurs ont été remboursés mais la moitié, parmi les unités soutenues, qui continuent de fonctionner, semble en mesure de pouvoir durer.

Valeur ajoutée de l'appui AFD

Le montage institutionnel de l'action avec maîtrise d'ouvrage par le ministère, maîtrise d'œuvre par différents opérateurs techniques nationaux reconnus, et coordination des opérations de terrain par une ONG internationale expérimentée dans le pays constituait une valeur ajoutée par rapport aux standards habituels dans le contexte. L'AFD a par ailleurs réussi à adapter la gestion des moyens des deux conventions face à la contrainte de délai réduit du financement UE. L'effort prévu pour renforcer les compétences des entrepreneurs ruraux en gestion de leurs entreprises et maîtrise technique constituait un point fort, ainsi que celui pour les aspects systématisation sur les lacs collinaires.

Conclusions

et enseignements

Les activités du projet ont été réalisées malgré une durée limitée et un nombre important d'intervenants. L'ambition du projet de capitaliser au niveau de la valorisation des lacs collinaires, d'encadrer des étudiants de la FAMV sur les résultats des lacs collinaires mais également sur les itinéraires techniques de la banane a été intéressante même si les rendus des différentes études et travaux des étudiants restent faibles. L'emphase du projet sur la formation (comités de gestion des lacs, entrepreneurs ruraux, producteurs de banane) a également été judicieuse, il est dommage que les outils de formations utilisés n'aient pas été plus capitalisés et utilisés par le MARNDR et dans d'autres projets.

Les principales limites méthodologiques ont été i) un lancement du projet dans la précipitation sans pouvoir tester et analyser tous les modèles proposés, ii) une faiblesse des investissements et activités consentis au regard de la rentabilité des modèles proposés (pour le modèle de pompage des lacs collinaires ou les activités pour les entrepreneurs agricoles), iii) un dispositif de suivi évaluation limité au suivi des activités sans outils de suivi des résultats et des impacts, notamment économiques.

Enfin, cette expérience de co-financement par l'UE a certes été une opportunité pour l'AFD, en permettant de consolider des initiatives existantes, mais a été contraignante au niveau de la durée d'intervention, peu adaptée aux réalités et aux activités proposées.